



CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-005 DU 5 MARS 2020 RELATIVE AU SCHEMA DECENNAL DE DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE TRANSPORT DE RTE ELABORE EN 2019

Préambule

Face à la crise sanitaire actuelle, la nécessité de services publics pour répondre aux besoins de la Nation est une évidence.

Dans cette période particulière, les agents de tous les secteurs de l'énergie sont mobilisés pour assurer les plans de continuité d'activités malgré la dégradation de leurs conditions de travail organisées depuis des années par les employeurs et les gouvernements successifs. Ce gouvernement qui, lui-même, souligne aujourd'hui la nécessité et le rôle des services publics pour répondre aux besoins vitaux du pays.

C'est particulièrement dans ces périodes de crises qu'elles soient aujourd'hui d'ordre sanitaire mais demain peut-être d'origine climatique qu'on voit l'utilité d'entreprises intégrées et nationalisées.

Cette situation exceptionnelle renforce le service public de l'électricité et du gaz que porte la FNME-CGT depuis des années car ces énergies sont vitales pour le fonctionnement des services essentiels à la vie du pays tels que les services de santé et de première nécessité pour les usagers.

Nous vivons un épisode spécial de nos existences, une crise sanitaire mondiale, une "guerre" selon le Président de la République, qui remet en cause toutes les certitudes et politiques libérales, la globalisation et qui met en exergue toutes les incohérences, les risques, la violence du libéralisme.

Même si la terminologie guerrière n'est pas adaptée, nous reprenons l'allégorie, car nous pouvons en tirer un motif d'espoirs et de jours heureux.

Notre objectif est l'évidence des Services Publics dans le domaine de l'énergie, dans tous ses aspects. Cela nécessite une vision multi-énergies, une amélioration des Services Publics afférents, leurs extensions, une vision intégrée renouvelée ?

Au travers des crises multiples qui découlent de la pandémie liée au COVID-19, le bilan prévisionnel et en conséquence le SDDR doit sans aucun doute évoluer. Relocalisation, ré-industrialisation, anticipation, arrêt des gestions "financières et comptables" de court terme des Services Publics sont de nouveaux entrants.

La présente consultation autour du SDDR s'inscrit dans un cadre de développement de la concurrence et d'une libéralisation européenne d'un secteur de l'énergie que nous n'approuvons pas et qui démontre jour après jour son échec patent en accumulant, par exemple, des "rustines" réglementaires compliquées pour pallier les insuffisances du "marché".

Force est de constater que l'ouverture et la libéralisation des marchés dans le secteur de l'électricité accompagné de son corollaire en matière de découpage, de dépeçage et de structuration des entreprises ont un impact fort sur l'optimum global du secteur et sur les services rendus à la Nation, aux citoyens et aux usagers.

Un tel schéma devrait s'inscrire dans un cadre européen d'échanges entre un pôle public français de l'énergie incluant toutes les composantes du secteur et des acteurs européens divers suivant les choix d'organisation de chaque État.

Il nous semble qu'il en ressortirait une meilleure optimisation des ressources énergétiques européennes avec un coût partagé plus équitablement entre une majorité de consommateurs et une minorité d'acteurs du marché.

Nous considérons néanmoins que ce schéma décennal est une synthèse utile permettant de faire preuve de transparence et de partager avec les différentes parties prenantes du secteur de l'électricité.

Il nous semble indispensable de faire un retour régulier à l'ensemble des acteurs sur la réalisation de ce schéma à l'occasion, par exemple, de son actualisation. Cette pratique intégrerait ainsi plus de démocratie participative dans un secteur un peu trop souvent technocratique.

Même si le SDDR n'est qu'une composante de la PPE, de la transition énergétique globale, d'un développement durable (et soutenable) de notre société, de nos territoires, la FNME-CGT insiste sur l'impératif social, industriel et environnemental : la réponse aux besoins des territoires, des citoyens et usagers.

L'aménagement équilibré des territoires est évidemment une nécessité, même si en matière d'énergies, le concept d'économie circulaire doit s'envisager à la maille "France métropolitaine" en lien avec la capacité d'accueil des régions en termes d'implantations des unités de production d'énergies.

Nous ne nions pas l'impératif environnemental (ou écologique), en précisant que celui-ci doit être apprécié de manière globale (empreinte carbone globale Production-Transport-Stockage-Distribution, déchets, empreinte sur les paysages, les activités, acceptabilité, ...) dans une vision multi-énergies.

Ainsi un des buts du SDDR (mais aussi de la construction et de la régulation tarifaire, de l'organisation du secteur, de la rénovation des logements, de la maîtrise de l'énergie...) doit être la réduction de la "fracture énergétique" et la fin de la précarité énergétique.

La question de l'indépendance énergétique est aussi une donnée d'entrée majeure. En matière de réseau de transport, la dimension européenne ne doit pas être oubliée, mais celle-ci doit s'entendre du point de vue de la solidarité en dehors du système marchand. Solidarité et marché de l'énergie étant deux notions incohérentes. Le recours aux interconnexions ne pourrait s'entendre que de ce point de vu là, sans qu'il soit question de bourse, de notions basées uniquement sur des critères économiques, financiers, d'écarts de coûts basés sur toutes sortes de dumping entre pays.

L'impératif de l'intégration des énergies renouvelables est à mesurer, à questionner (même si cela est peut-être plus le rôle de la PPE) en termes d'empreintes écologiques globales, d'acceptabilité, de durabilité et de gestion publique de long terme.

Pour finir, même si ce n'est pas l'objet principal de cette consultation, le SDDR et l'ensemble des "objets" qui y sont attachés doivent s'envisager sur le long terme et avec un effort "augmenté" en matière de R&D et d'innovations.

Q1 : Pensez-vous que des améliorations devraient encore être apportées au processus de concertation mis en œuvre par RTE ?

RTE consulte en premier lieu les acteurs représentés au sein du CURTE et n'intègre pas assez les remarques des autres parties prenantes et notamment les organisations syndicales.

Dans le cadre de la préparation du schéma décennal, il serait utile pour l'acceptation globale des ouvrages que cette concertation soit élargie, dès l'ébauche du processus.

Force et de constater que malheureusement le processus est biaisé par des intérêts financiers, de temporalité opposée entre les différents acteurs économiques, qui "pèsent" plus que la majorité des parties prenantes, associatives, représentant les citoyens ou les usagers, syndicales...

Q2 : Avez-vous des remarques s'agissant des scénarios retenus et des hypothèses associées ?

La FNME-CGT milite pour une ré industrialisation des territoires, dont la crise du COVID-19 souligne la nécessité. La prise en compte d'un développement plus important des usages de l'électricité devrait être une hypothèse supplémentaire étudiée par RTE pour être en cohérence avec le bilan prévisionnel.

Q3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la cohérence globale du TYNDP et du SDDR ?

On ne peut que partager cette analyse. Mais nous rappelons ce que nous avons exprimé dans le préambule.

En matière de réseau de transport, la dimension européenne ne doit pas être oubliée, mais celle-ci doit s'entendre du point de vue de la solidarité en dehors du système marchand. Solidarité et marché de l'énergie étant deux notions incohérentes. Le recours aux interconnexions ne pourrait s'entendre que de ce point de vue là, sans qu'il soit question de bourse, de notions basées uniquement sur des critères économiques, financiers, d'écarts de coûts basés sur toutes sortes de dumping entre pays.

Q4 : La comparaison par RTE des hypothèses prises dans les scénarios des plans européen et français est-elle suffisamment claire ?

Non ce n'est pas trop claire.

Q5 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la stratégie proposée par RTE de dimensionnement optimal du réseau avec un recours occasionnel aux limitations de production renouvelable ?

Oui mais cette stratégie est fondée sur une approche économique qui n'est pas toujours en adéquation avec les besoins du système électrique. Cela met néanmoins en évidence le manque de pilotage global dans l'installation des EnR qui conduit à des investissements importants car le dimensionnement des réseaux n'est pas pris en compte dans la localisation des parcs.

La FNME-CGT s'interroge sur le niveau élevé des investissements nécessaires et leur impact important sur les tarifs et sur la facture finale payée par les usagers.

L'optimum du dimensionnement doit s'entendre RPT+RPD. En ce sens, les questions de flexibilités, de l'agrégation et surtout du stockage sont à intégrer en lien avec l'insertion des EnR, en termes de missions et activités de Service Public attribuées aux gestionnaires de réseaux.

La question du stockage doit aussi s'appréhender dans une vision multi-énergies publiques, avec par exemple le développement de STEP hydrauliques, le Power to gaz qui peut compenser l'intermittence des EnR.

Avant de procéder à un raisonnement économique qui conduirait à un optimum orienté au travers du court terme financier, l'optimum doit s'entendre en termes de réponses aux besoins, d'acceptabilité, d'environnement et de gains pour les "usagers-citoyens" et le Service Public.

Q6 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE de rendre systématique l'étude de l'ensemble des flexibilités y compris le stockage pour tous les projets de RTE ?

C'est une question très importante sur la stratégie d'évolution du réseau. L'objectif de la CRE est de substituer des investissements dans des outils dits de flexibilité à des investissements dans le réseau physique.

On ne peut pas rejeter par principe toute solution de ce type mais la systématisation pose problème en faisant des gestionnaires de réseau des aiguilleurs tributaires de la disponibilité d'installations privées. Il y a déjà des problèmes majeurs de fiabilité des effacements rémunérés par RTE et pas disponibles en cas d'appel.

L'investissement public dans le réseau est donc mis en concurrence avec des investissements privés qui seront rémunérés par RTE et nous contestons cette logique

Les "flexibilités" peuvent être de plusieurs natures. Pour le long terme Il faut être très prudents en ce qui concerne celles qui porteraient sur la demande. En effet, elles peuvent s'apparenter à des délestages déguisés qui susciteraient l'hostilité des usagers de l'électricité. De telles flexibilités sont à proscrire.

Q7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur (i) la nécessité de construire le cadre contractuel visant à permettre aux actifs de stockage de répondre aux besoins de réseau et (ii) la nécessité de publier les contraintes de réseau actuelles et estimées à moyen terme afin de transmettre des signaux économiques pertinents pour le développement de flexibilités là où elles sont les plus utiles ?

Il y a deux questions sur le stockage : le besoin d'investissement en l'état actuel du réseau et le mode de développement des outils de stockage si le stockage devenait nécessaire.

En dehors des STEP hydrauliques et le stockage gaz, les autres formes de stockage ne sont aujourd'hui pas nécessaires en France car notre réseau est bien dimensionné.

Cette insistance sur le besoin de stockage vise en fait à permettre aux acteurs qui veulent investir dans le stockage à se faire rémunérer des investissements pour lancer leur activité.

Néanmoins la question du stockage doit être étudiée.

En premier lieu, cela nécessite un effort "boosté" en matière de R&D, avec une vision long terme et des solutions "multi-termes" (CT, MT, LT). Les technologies envisageables doivent atteindre un niveau de fiabilité qui permette de respecter la sûreté du système électrique et la sécurité du réseau. Celles-ci doivent aussi respecter un certain optimum technico-économique et être à l'optimum environnemental sur l'ensemble de leur cycle de vie.

L'étude systématique de flexibilités du type stockages devrait être menée en lien avec les (ou chaque) installations EnR intermittentes ou à défaut de moyen de production tiers limitant l'intermittence.

Enfin, le stockage, qui est un véritable outil système, doit, contrairement à ce que propose la CRE, être sorti du "Marché" pour être intégré du point de leurs gestion et pilotages aux missions et activités de Service Public des gestionnaires de réseau (ou du seul GRT ?).

De plus, les solutions de stockage par batterie ne nous semblent pas être l'optimum environnemental à rechercher dans le futur.

Q8 : En l'absence de mesures correctives, partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle la valeur tutélaire du carbone ne doit être utilisée par RTE que pour les émissions hors EU-ETS ?

Non, il ne faut pas suivre le marché carbone car il pourrait devenir opposable à tous les projets d'investissement publics sur le secteur de l'énergie ou n'importe quel autre.

De plus l'objectif le zéro carbone d'ici 2050 en Europe va entraîner mécaniquement une augmentation des investissements lourds sur tous les secteurs qui émettent du CO₂ et qui utilise des énergies fossiles pour les décarbonner.

Q9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le recours à la technologie souterraine sur le réseau HTB1 doit être systématique dans certaines zones prioritaires identifiées dans le contrat de service public de RTE et analysé au cas par cas dans les autres cas ?

Non nous ne partageons pas l'analyse de la CRE. L'acceptation des ouvrages aériens devient trop problématique et les recours rallongent les délais de construction. La mise en souterrain des ouvrages neufs HTB1 doit être privilégiée surtout que le coût global est quasiment identique à celui d'une ligne aérienne en prenant en compte la composante "délais + concertation".

La préconisation peut se transformer en stratégie de concertation, voire en obligation afin de favoriser ou permettre l'acceptabilité des projets.

Q10 : Etes-vous, comme la CRE, favorable à la prise en compte de l'état patrimonial du réseau et de son utilisation dans la stratégie de renouvellement ?

Oui à condition que cela ne conduise pas à renoncer à l'entretien préventif des ouvrages au profit d'un "traitement curatif" ("on attend que les composants cassent") dans la veine des politiques de maintenance mises en place par RTE depuis quelques années sous couvert d'économie à court terme.

Les critères normatifs sont à conserver, mais la prise en compte de l'état patrimonial réel est un impératif. Cependant, il faut noter que l'état actuel du réseau, qui conduit RTE à prévoir un bond des investissements en matière de renouvellement, est lié à de nombreuses années durant lesquelles l'entretien préventif a été abandonné au bénéfice de l'entretien curatif. Les économies budgétaires "poussées" par la gouvernance (la CRE, l'État, les actionnaires...) ont été mises en œuvre sous le concept d'Optimisation de la Maintenance par la Fiabilité. Ce concept a été "construit" composant par composant pour chercher à dépasser le plus possible les critères normatifs afin de faire des économies (d'entretien et de renouvellement) au détriment de la pérennité du réseau.

Une infrastructure stratégique telle le RPT et la gestion de la Société RTE doit être exemplaire. Il ne peut être question de renoncements, de priorisations, car cela se termine souvent par des économies de bouts de chandelle qui mettent en fragilité et en danger l'infrastructure.

Le bon sens doit l'emporter, en respectant le principe de précaution.

Q11 : Par ailleurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse préliminaire de la CRE sur les trois plans de renouvellement « corrosion », « PSEM » et « zéro-phyto » ?

Oui. Mais la gestion "ciblée" ne doit pas se transformer en gestion priorisée.

Oui pour le plan "corrosion", mais avec un point d'attention impératif sur un respect exigeant des normes sociales et environnementales pour les prestataires, sur le contrôle internalisé et renforcé des prestations pour que la performance soit au rendez-vous. Ces impératifs sont-ils bien programmés par RTE en termes de ressources et budgets alloués ?

Oui pour le plan "PSEM", mais avec un point d'attention sur les OPEX qui doivent permettre que le déficit de ressources internes constaté depuis plusieurs années du fait des contraintes budgétaires soit résorbé.

Pour le plan "Zéro-phyto", nous demandons que la politique soit étendue à l'ensemble des sites. Les enjeux sur la santé et sur l'écologie doivent primer sur l'intérêt économique.

Q12 : Partagez-vous l'approche de la CRE quant à la stratégie de numérisation du réseau envisagée par RTE ?

Nous approuvons globalement la stratégie de numérisation de RTE, mais nous invitons à la prudence eu égard aux risques cyber. La maîtrise du processus dans ses moindres détails doit être totale, avec sûrement des objectifs de redondances....

L'approche de la CRE est une approche assez surprenante car elle freine sur ce développement alors qu'elle participe au concert ambiant faisant du numérique un des piliers de la révolution du secteur de l'énergie à côté des EnR et de la décentralisation.

Les motivations sont d'ordre financières mais les causes de l'explosion des coûts sont essentiellement liées au développement démesuré du renouvelable (qui devient à terme le plus structurant pour le développement du réseau tant terrestre (avec en plus des cadeaux aux porteurs de projets via une hausse du taux de réfaction) que maritime (avec les surcoûts très importants pour ce dernier).

Q13 : Etes-vous, à l'instar de la CRE, favorable à cette approche séquentielle des projets d'interconnexion et aux priorités données aux différents projets ?

On ne peut qu'être favorable à cette approche séquentielle des projets tout en restant interrogatif sur la multiplication et l'utilité des projets d'interconnexions Européenne.

La FNME CGT a néanmoins une approche prudente, en fonction de la réalité des besoins en matière de solidarité (Cf. notre préambule). Les projets doivent être réellement interrogés du point de vue du besoin et de l'intérêt des citoyens et usagers européens, en excluant donc toutes les visions "Marché".

Q14 : Etes-vous favorable, comme la CRE, aux principes d'anticipation des études et démarches administratives et de surdimensionnement des ouvrages à créer, afin d'anticiper les besoins de raccordement au-delà des S3REnR en cours, financés par les producteurs, dans le cadre des travaux liés aux S3REnR ?

Non, nous sommes en contradiction avec le développement optimal de la question 5.

Q15 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à une planification par l'État du développement et de la localisation des éoliennes en mer, et aux mesures d'optimisation des coûts identifiées par RTE ?

Oui. En matière d'énergie et tout particulièrement de système électrique, la planification de long terme est une nécessité absolue. Cela relève d'une bonne gestion. On remarque que le risque de coût échoué ne se poserait pas avec un opérateur public pour les parcs offshore.

Q16 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la mise en place de signaux de localisation plus fins serait pertinente pour inciter les producteurs à mieux prendre en compte les coûts du réseau dans leurs décisions et, ainsi, pour minimiser les coûts globaux du système électrique ? Quelle typologie de signaux serait à même d'orienter plus efficacement l'équilibre global coûts de production / coûts de réseaux (maille, investissement/fonctionnement, etc.) ?

L'impact de la localisation des moyens de production sur les coûts de développement du réseau est majeur. Il est donc nécessaire d'agir sur la localisation des parcs afin de réduire les coûts de réseau. De ce point de vue, la hausse des taux de réfaction ces dernières années ne va pas dans le bon sens en réduisant la part des coûts de raccordement supporté par les producteurs. Toute mesure permettant d'inciter les producteurs à minimiser les coûts par un choix de localisation est intéressante. Pour autant, face à la hausse très importante des coûts de réseau dans la décennie à venir, une réflexion globale devrait voir le jour afin que les signaux de localisation ne soient pas une simple rustine destinée à compenser les défaillances du marché. La FNME-CGT considère qu'un opérateur public intégré production-transport permettrait une meilleure optimisation économique en intégrant la composante réseau et le développement des parcs de production dans une démarche cohérente.

La bonne réponse à la séparation "Production-Transport" et plus largement à la dés-optimisation du système électrique est de construire une "maison commune de l'énergie", sous forme de Pôle public des énergies.

Q17 : Avez-vous toute autre remarque à faire concernant le SDDR 2019 présenté par RTE ?

La FNME-CGT remarque que RTE prépare le développement du réseau en demandant des investissements importants tout en réduisant de manière drastique les centres qui exploitent le réseau. La centralisation (ou concentration) des missions et activités et la réduction d'effectif probable qui l'accompagnera n'est pas la bonne voie pour prendre en compte les contraintes futures et la complexité croissante sur les réseaux. Nous nous interrogeons sur les risques pour la sûreté du réseau (aussi bien côté risque cyber que côté risque transit physique) que fait prendre une telle centralisation accompagnée d'un découpage de la gestion des grandeurs physiques. Ces risques identifiés sont désormais à compléter par le risque "Pandémie", telle celle que nous connaissons actuellement. Il serait prudent que la CRE étudie, de manière indépendante, les avantages et les risques entraînés par une telle réorganisation.